Numérisation CERMTRI

N° 306 - Du 8 au 21 janvier 1953 — "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" — BI-MENSUEL — 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION — ADMINISTRATION
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Edition et de Librairie 603.201 Paris
ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR.

DANS CE NUMÉRO :

Défense du trotskisme
Un document intérieur inédit

Le mutin, l'enfermé et les bureaucrates

Deux conceptions de l'Unité d'action
FRACHON contre LECŒUR

LETTRE A ANDRE MARTY

Jour après jour les injures de l'Humanité apportent aux travailleurs de ce pays la preuve que vous avez choisi de rester fidèle à votre passé : celui de la glorieuse mutinerie de la Mer Noire.

Nous savions déjà, par les attaques de Léon Mauvais :
— que vous avez critiqué en 1936 la main tendue aux radicaux et aux catholiques ;
— que vous avez combattu en 1945 la politique de collaboration avec de Gaulle et la dissolution des milices patriotiques ;
— que vous avez préconisé, en 1947, le Front unique avec le Parti socialiste pour lutter contre la menace gaulliste ;
— que vous avez critiqué, plus tard, l'abandon de la campagne contre la guerre d'Indochine et de la campagne contre les 18 mois au profit des signatures pour l'appel de Stockholm et pour le pacte des cinq grands.

Nous savons maintenant, grâce à Etienne Fajon, que vous ne renoncez pas à la lutte et que vous entendez la mener en combattant ouvrier. L'honnête Fajon, lui-même, l'avoue en nous apprenant, par exemple, que vous refusez d'accepter l'aide matérielle de l'ambassade yougoslave, pour ne pas supporter devant la classe ouvrière le discrédit qui s'attache à la dégénérescence politique du Parti communiste yougoslave. Nous apprécions d'autant mieux cette attitude de militant intransigeant que nous comprenons quelle peut être la situation d'un dirigeant central du P.C.F. au lendemain de son exclusion bureaucratique.

Fajon, encore lui, nous l'indique en nous apprenant : que vous en êtes réduit à recevoir votre courrier par un intermédiaire qui vous trahit ; que vous êtes à la rue depuis que les Servin et Cie vous ont retiré le logement que vous occupiez ; que le moindre problème de subsistance ou de déplacement se heurte aux pires difficultés ; que vous êtes complètement dépourvu de moyens d'expression politique face à un appareil décidé à vous détruire et disposant de moyens techniques énormes.

Que vous ayez pu, ainsi que le prétend encore Fajon, intervenir malgré tout dans la campagne électorale du 1er secteur, prouve une volonté et un courage que nous saluons.

*
**

Mais celle des accusations de l'honnête Fajon qui nous paraît le plus bel éloge à votre crédit, c'est le reproche qu'il vous fait de dénoncer les procès de Moscou, les procès en sorcellerie au cours desquels la clique contre-révolutionnaire, groupée autour de Staline, a détruit le Comité Central sélectionné par Lénine et préparé l'assassinat du fondateur de l'Armée rouge Léon Davidovitch Trotsky.

LA VERITE.
(*suite page 2.*)

PENDANT DES MOIS, SOCIALISTES ET COMMUNISTES ONT VOTÉ ENSEMBLE CONTRE PINAY

Qu'ils forment ensemble un gouvernement !

PROVOQUEE apparemment par la question du versement au régime général de la Sécurité sociale des excédents des caisses d'allocation familiales, la crise gouvernementale n'est pas encore résolue après quinze jours.

René Mayer dernier « Président pressenti » n'est pas sûr d'obtenir l'investiture, et encore bien moins de pouvoir constituer un gouvernement.

Les discussions engagées entre les « personalités » et les groupes pressentis soulèvent l'ensemble des problèmes posés à la bourgeoisie française.

Un des éléments de l'équilibre du budget proposé par le précédent gouvernement était la prévision de 320 milliards d'emprunts à long terme. René Mayer n'y croit pas. Il propose trois choses :

1° Appel aux investissements privés ;

2° Appel aux capitaux étrangers ;

3° Voyage aux Etats-Unis, en vu de négocier une aide plus grande des U.S.A. en Indochine et « une stratégie commune des matières premières et des ressources financières ». En attendant, blocage d'une partie des dépenses civiles et militaires.

Mais les Etats-Unis consentiront-ils à une nouvelle aide financière ? Rien de moins certain. De plus, l'appel à l'investissement des capitaux privés étrangers (c'est-à-dire des U.S.A.) dans l'Union française ce'st la porte ouverte en Afrique du Nord, au détriment des capitalistes français. Enfin, la construction « par une contribution volontaires des salaires » n'est qu'une phrase vide ou diminuerait le pouvoir d'achat dans d'autres secteurs des travailleurs au détriment de l'activité de ces secteurs.

Chassée par la porte, la crise économique rentrerait par la fenêtre.

VELLEITES ANTI-AMERICAINES

Dans le parti même de R. Mayer, les Edouard Daladier et Herriot, sont contre une politique d'intégration plus poussée dans l'Alliance Atlantique, l'Armée Européenne, la poursuite de la guerre du Viet-Nam, et pour le renforcement de l'armée française en France et en Afrique du Nord, la recherche de compromis avec l'Est sur le plan politique, la reprise des relations économiques.

Mais cette politique aurait comme contre coup l'arrêt de l'aide américaine, le renforcement de la position allemande dans l'Alliance atlantique.

La bourgeoisie française n'a pas encore résolu les questions : est-il préférable de s'intégrer plus dans l'alliance atlantique ou au contraire, de s'en dégager au profit d'une politique de rapprochement avec l'U.R.S.S. ; l'inflation et ses risques vaut-elle mieux que le marasme se développant rapidement.

S. JUST.
(*Suite page 4.*)

Un Comité de redressement communiste dans le XIIIe

Nous recevons d'un correspondant ouvrier un exemplaire d'un appel signé « Le comité de redressement communiste des 13e et 14e arrondissements ».

Ce document, qui émane manifestement de militants, de cadres du P.C.F. et paraît en rapport avec l'exclusion d'André Marty, circule de la main à la main parmi les militants du P.C.F. en janvier 53, alors que son contenu prouve qu'il a été édité avant le 2e tour des élections dans le 1er secteur.

Bien qu'empreint d'un manque de perspectives révolutionnaires claires et concrètes, ce document trouve une audience favorable parmi les ouvriers communistes, tant est profonde la crise du P.C.F. et grand le dégoût pour les bureaucrates tout dévoués à Staline.

Il est juste temps pour se défendre...

Les résultats de l'élection de dimanche sont d'une gravité extrême. Il y a 45,5 % d'abstentions, autant que dans le deuxième secteur de Paris, en juillet et plus encore qu'en Seine-Inférieure.

Ce sont les arrondissements ouvriers qui ont compté le plus d'abstentions, le XIIIe révolutionnaire en tête !

POURQUOI ? Parce que les ouvriers, les malheureux, sont dégoûtés des politiciens. Parce qu'ils s'aperçoivent que les dirigeants du Parti communiste français, de Duclos et Lecœur à Guyot et autres Feix, se moquent d'eux.

Pour eux, vous êtes des cobayes

Rappelez-vous l'ordre de grève illimitée à partir du 4 juin pour libérer Jacques Duclos : Billoux vient d'avouer qu'il a été donné par les dirigeants communistes de l'U.D. de la Seine et de la Fédération des Cheminots. Il n'a pas dit : sur l'ordre de Lecœur et de Guyot, et sans consulter les syndiqués, ces « cochons de payants ».

Les travailleurs sont dégoûtés d'un Parti qui ne veut pas que ses militants dépendent des intérêts immédiats des travailleurs. C'est pour cela qu'est présenté le politicien **FEIX** au lieu du métallo **HUREAUX** qui remplaça **CROIZAT** comme député en 1951.

Qu'ont fait pour les chômeurs les communistes dirigeants de l'U.D. de la Seine ? **RIEN.** Qu'ont-ils faits pour des fonctionnaires directement menacés, professeurs en tête ? Rien que du vent !

Les travailleurs sont dégoûtés

d'un Parti qui considère que les syndicats ouvriers sont tenus d'exécuter les ordres de **LECOEUR**, Jeannette **VERMERSCH** et autres fromagistes à la **MONJAUVIS** qui changent d'idée à chaque retour de Moscou (quatre fois en neuf mois !!).

Mais les révoqués et leurs enfants, eux, paient. **QUI EN PROFITE ?** La réaction du gouvernement Pinay.

Pour avoir dit cela, notre député **ANDRE MARTY** est traîné dans la boue.

Et voilà comment le réactionnaire **COIRRE**, un des gros actionnaires de Delahaye, est en tête et va être élu député. Bien travaillé, Messieurs **DUCLOS, LECOEUR, GUYOT !**

Mais à quelque chose malheur est bon. C'est le moment de reprendre la bonne tradition du mouvement ouvrier français :

IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPREME
PRODUCTEURS, SAUVONS-NOUS NOUS-MEMES !

D'abord en faisant de nos syndicats ce qu'ils étaient voici trente ans : **LE BIEN DE TOUS LES OUVRIERS ET NON LA CHASSE GARDEE DE BUREAUCRATES COMMANDES DU DEHORS.**

— Exiger des comptes des secrétaires appointés et remplacez-les s'ils sont incapables ou domestiqués !
— Travaillez à **L'UNITE SYNDICALE** par atelier et par usine, dans l'action pour vos revendications immédiates et contre le chômage !
— Créez dans chaque arrondissement et partout des **COMITES POPULAIRES POUR LA DEFENSE DU PAIN, DE NOS LIERTES ET DE LA PAIX !**

SI LE PARTI COMMUNISTE RETIRE LA CANDIDATURE DE FEIX, membre de la Commission de Contrôle Mauvais-Servin, c'est-à-dire de la police secrète du P.C., pour **LE REMPLACER PAR UN TRAVAILLEUR FRIS A L'USINE,** bloquez sur ce candidat qui deviendra celui des communistes, des socialistes et de tous les honnêtes gens.

SI LE PARTI COMMUNISTE MAINTIENT FEIX, mené partout une vigoureuse campagne pour appeler les travailleurs contre le patron **COIRRE,** candidat de Pinay. Les travailleurs se défendront eux-mêmes, **PAR LEUR ACTION.**

Mais, sans se faire la moindre illusion sur **FEIX** et autres politiciens, ils peuvent manifester leur volonté de faire échec à la réaction en bloquant leurs voix au deuxième tour sur **FEIX,** comme candidat le mieux placé contre **COIRRE.**

L'échec du dimanche **7** décembre, dont les dirigeants communistes sont responsables, aura servi à quelque chose si les travailleurs comprennent que leur action propre peut renverser la vapeur.

Ainsi, les milliers de travailleurs communistes de nos arrondissements, ouvriers ou professeurs, fonctionnaires, travailleurs des services publics, pourront **REPRENDRE COURAGE POUR**

Arracher le P.C.F. à la clique

QUI — pour défendre des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux des travailleurs de France — s'est emparée de la direction.

LE COMITE DE REDRESSEMENT COMMUNISTE
DES XIIIe ET XIVe ARRONDISSEMENTS

P.S. — Le citoyen Raymond **GUYOT** pourrait-il dire ce qu'est devenu **ESTRADERE,** ancien secrétaire de Duclos, élu député le **17** juin **1951** en remplacement d'**HUREAUX ?** Et pourquoi il a été interdit depuis le **4** septembre à André **MARTY** de prendre la parole ?

— *Ça a déjà trop duré, ce manège !*

PINAY TOMBE
LA REPRESSION LUI SURVIT

« IL a échoué parce qu'il voulait tenter une politique audacieuse dans le cadre de la vieille Constitution française ! »

Telles sont les explications de l'ensemble de la bourgeoisie française sur la chute de Pinay.

Le mécontentement latent qui se développe de plus en plus en France, qui se manifeste en permanence dans le prolétariat et qui a gagné diverses couches de la petite bourgeoisie, a fait craindre aux parlementaires de suivre l'expérience Pinay dans ses décisions radicales et anticonstitutionnelles.

Mais puisque la faillite du gouvernement Pinay est consommée ; puisque c'est ce gouvernement qui avait eu l'audace (très relative, la politique audacieuse !) de faire arrêter, emprisonner ceux qui le gênaient pour appliquer sa politique de guerre ; puisque c'est pour cela que le gouvernement Pinay est tombé, pourquoi maintient-on en prison Alain Le Léap, Michel Laurent, Guy Ducolone et Léon Meunier, dont l'ouverture des dossiers a été un échec total pour les juges du vichyste Pinay ? Pourquoi ces mêmes juges, et en particulier les juges Michel et Duval, n'ont-ils pas été écartés de leurs fonctions ?

Les parlementaires M.R.P., radicaux-socialistes ou R.P.F. se sont abstenus ou ont voté contre la question de confiance qui en fait a décidé du sort du gouvernement, parce qu'ils ne veulent pas prendre de responsabilités. Mais ils approuvaient sa politique et veulent conserver à tout prix les demi-conquêtes du gouvernement Pinay : démembrement de l'avant-garde ouvrière, répression en Afrique du Nord, etc., etc.

Pour la formation du prochain gouvernement, la plupart des groupes réclament la réforme constitutionnelle. Nous ne comprenons que trop ce que cela signifie : c'est la légalisation pure et simple des mesures arbitraires qui ont été prises jusqu'ici: l'action anti-ouvrière et colonialiste. Pinay est tombé, mais il s'agit pour la réaction d'assurer la continuité de sa politique. Il faut lui donner une base juridique. Voici pourquoi Soustelle, Bidault, Mayer parlent de réforme constitutionnelle.

Qu'avons-nous à opposer à de telles mesures policières ?

Le Parti communiste français mène une grande campagne contre le « complot ». Chaque jour dans l'Humanité une page entière est consacrée à celui-ci, mais cette page révèle la faiblesse des réalisations.

J. BEVAERE.
(*Suite page 4.*)

AU DOSSIER DU CRIME

COMMUNIQUES DU M.T.L.D.

Une vingtaine de policiers patrouillent aux alentours de l'imprimerie Koechlin

Depuis la saisie à Paris du n° 59 de « L'Algérie Libre », l'imprimerie Koerchlin où s'imprime habituellement l'édition algérienne de l'organe du M.T.L.D. est l'objet d'une surveillance étroite.

De nombreux policiers, des voitures dont un véhicule-radio, sont postés aux abords de l'imprimerie. Les policiers enregistrent les entrées et les sorties ; les personnes sortant de l'immeuble sont fouillées au suivies.

Tout laisse donc croire que l'administration française s'apprête à renouveler son coup de force contre « L'Algérie Libre ».

Le M.T.L.D. porte ces faits à la connaissance de l'opinion publique et proteste contre cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

Vaste opération de ratissage à Er-Rahel
800 gardes mobiles cernent le centre
Des centaines d'Algériens arrêtés

Nous avons signalé dans un communiqué de presse du 23 décembre que de graves événements étaient préparés par l'Administration.

Nous avions notamment déclaré qu'à Er-Rahel, petit centre d'Oranie un contingent de G.M.S. était arrivé. Nous venons d'apprendre qu'aujourd'hui 30 décembre, le centre d'Er-Rahel a été encerclé à partir de 3 heures du matin par plus de 500 gardes mobiles et autres forces répressives.

Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées après que des perquisitions aient
(*Suite page 3.*)

LA CRISE DU N.A.T.O.

L'ANNEE 1953 débute en pleine crise du système atlantique. Aux Etats-Unis l'économie d'armement, qui absorbe un tiers du revenu national, a permis d'éloigner la crise qui menaçait au début de 1950. En Europe, au contraire, le réarmement accélère la crise des économies anémiées des pays de l'Europe occidentale ; la production y est partout en régression, sauf en Allemagne.

La production anglaise de 1952 est inférieure de 3 % à celle de 1951, et l'année budgétaire se terminera le 1er avril 1953, pour la première fois depuis la fin de la guerre, par un déficit qui pourrait atteindre près d'un millard de livres ! Ceci, malgré la hausse des prix, le blocage des salaires, les empiètements de Churchill sur les conquêtes sociales des travailleurs anglais ; ceci, bien que Churchill ait considérablement réduit le programme d'armement britannique, et accordé à l'aéronautique civile — aux Comets, qui trouvent preneur dans la zone dollar — la priorité de fait sur l'aviation militaire. La récente conférence du Commonwealth a consacré la décadence de l'Empire britannique. Hier, banquier du monde, la vieille Angleterre n'a plus assez de capitaux pour satisfaire les besoins d'investissements des seuls pays du Commonwealth. Aussi la bourgeoisie anglaise est-elle poussée inévitablement à préférer la production de biens d'équipement à celle d'armements, pour tenter d'opposer une résistance plus efficace à l'impérialisme américain, qui se montre intransigeant. En extrême-Orient, où l'Angleterre réclame en vain d'être représentée au sein de l'Anzus ; en Iran, où le Département d'Etat menace de négocier un accord séparé avec Mossadegh, au mépris des prétentions de l'Anglo-Iranian ; en Méditerranée, où le commandement octroyé à lord Mounbatten n'est qu'une façade, l'amiral américain conservant sous ses ordres la sixième flotte américaine et ses bombes atomiques ; partout la diplomatie anglaise essuie des échecs.

Cependant, la dernière conférence du Conseil atlantique a consacré l'abandon des projets de service de deux ans, malgré l'exigence des Etats-Unis ; l'expérience belge a suffit à ces Messieurs. Elle a con-

G. BLOCH.
(*Suite page 3.*)

Numérisation CERMTRI

LA BOUSSOLE IVRE (suite)

Un appel sans équivoque

A l'occasion de la crise gouvernementale *l'Humanité* publie un manifeste du P.C.F. *« au peuple de France »* qui dissipe toutes les équivoques sur la signification de la politique de Front National Uni.

Confirmant à cent pour cent l'analyse que nous donnions récemment du Comité central du P.C.F., ce document juxtapose, avec un cynisme bureaucratique incroyable, les *phrases gauchistes sur la nécessité du socialisme* (destinées aux militants dont la critique va crescendo) et *une politique concrète purement opportuniste et de collaboration des classes.*

Voici quelques échantillons de cette littérature, copiée servilement sur le modèle de tous les manifestes de la vieille social-démocratie :

« Le P.C.F. considère que la solution définitive est dans l'instauration du socialisme qui abolit définitivement l'exploitation de l'homme par l'homme, le désordre économique, l'oppression nationale et les possibilités de guerre.

« Mais... il serait faux de croire que, dans le moment présent, il n'y a pas d'autre choix que le socialisme ou la politique d'asservissement aux milliardaires américains.

« Il est possible d'avoir dans l'immédiat un gouvernement français pratiquant une politique d'indépendance nationale et de paix. »

Suit un programme « français » de gouvernement « français » qui n'est autre que le programme des politiciens radicaux : équilibre du budget ; reprise économique ; plan d'équipement industriel et agricole « tenant compte des possibilités du marché intérieur et extérieur de la France ainsi restaurée » ; une véritable politique du logement ; satisfaction des revendications légitimes de la population laborieuse (« revendications légitimes » sur lesquelles le manifeste reste totalement silencieux »)

Mais la conclusion dépasse encore en clarté les prémices :

« Ce gouvernement prendrait toutes les initiatives nécessaires en vue de la conclusion d'un pacte de paix entre les cinq grandes puissances. C'est ainsi que la France, ayant recouvré son indépendance nationale, pourra jouer à nouveau le rôle d'une grande nation. »

Voilà le premier et le dernier mot du Front national uni : la main tendue à la bourgeoisie et le sacrifice des intérêts revendicatifs comme des aspirations socialistes des prolétaires, de la classe qui seule peut conjurer la catastrophe économique, la dictature et la guerre en luttant pour abattre le capitalisme en décomposition.

Voilà pourquoi les bureaucrates staliniens devaient exclure André Marty !

FAVRE-BLEIBTREU.

Lectures

LES MAINS DANS LA MERDE

DEPUIS son expérience mémorable de chef politique du Rassemblement démocratique et révolutionnaire, J.-P. Sartre, échaudé, s'en tenait à son métier d'écrivain avec intégrité et à l'occasion avec courage.

Le voici à nouveau qui s'engage. Et cette fois sous la bannière stalinienne.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il voit dans le stalinisme la forme présente et la doctrine de la révolution. Seuls les myopes pouvaient ne pas voir que « Les Mains Sales » étaient déjà une justification de l'empirisme stalinien — une justification trop franche, donc odieuse et de ce fait plus inacceptable par le stalinisme que la propagande de Paix et Liberté, mais une justification totale.

Le choix de Sartre, son dernier pas, c'est d'oublier l'odieux pour participer au grand œuvre. C'est de plonger à son tour ses mains **« dans la merde et le sang »** jusqu'au coude pour marcher avec les prolétaires dans le sens de l'Histoire.

Rien d'étonnant à cela: Sartre n'est ni un Gide, ni un Breton ; la condition de rat visqueux lui est visiblement désagréable ; son mépris public pour les petites feuilles révèle son désir du gros tirage des Romain Rolland, Barbusse et Cie. Il ne sera en cela qu'un, confortablement installé dans la foule des intellectuels cryptos, prenant la pression dominante pour le chemin de sa liberté.

Peut-on demander à Sartre de comprendre que le grand tournant à droite du stalinisme, inauguré au XIXe Congrès du P.C. russe, fait de lui « the right man » pour la propagande du Front national uni et qu'il peut bien entrer au P.C.F. au moment où Marty en est exclu ? En tout cas, Sartre a très bien compris que la condition N° 1 de son pardon c'était l'antitrotskisme. Il s'en est fort bien tiré en y consacrant l'essentiel de son second article des « Temps Modernes » (Octobre-Novembre) sur « Les Communistes et la Paix » qui lui a valu infiniment plus que la « poignée de mains furtive d'un crypto » ou « le sourire pâle sur les lèvres d'un mou » (page 705). Son cœur a pu battre à grands coups devant les masses de Vienne et du Vel d'Hiv, en lisant les gros titres des « Lettres Françaises ».

Sartre est un théoricien et sa clientèle ne croit pas aux « policiers trotskistes »; elle demande à être nourrie d'une viande moins creuse. Sartre a donc entrepris à propos des événements du 23 mai et du 4 juin une réfutation globale du trotskisme. Nous ne le chicanerons pas sur le choix de ses documents bien qu'il néglige les numéros de « La Vérité » qui tirent les leçons des événements dont il s'occupe, laissant ainsi croire que les trotskistes comme les anticommunistes auraient expliqué que le 28 mai et le 4 juin signifiaient le « désavœu par les masses de la politique du P.C.F. ». Ceci frise l'amalgame et d'autant plus que Sartre ne juge pas bon non plus de mentionner que les trotskistes ont manifesté le 28 mai avec les militants du P.C.F. et fait grève dans les entreprises le 4 juin, nombre d'entre eux se trouvant licenciés à la suite de cette dernière action (mais ne faut-il pas que Sartre démontre en passant que les trotskistes ne sont comme lui-même que des intellectuels hors de la classe ouvrière). Laissons cela avec la note perfide sur Trotsky « reconstruisant » la Révolution russe, qui s'explique sans doute par l'étude qu'a fait Sartre de cette révolution dans le manuel, pas du tout « reconstruit » qui s'intitule « Histoire du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. », édition de 1949.

Sartre n'a pas précisé dans son étude si c'était en tant qu'existantialiste qu'il donnait des leçons de marxisme aux trotskistes ou si Lukacs l'avait convaincu de la supériorité de la pensée mécaniste stalinienne. Toujours est-il que Sartre pourfend les trotskistes avec des « contradictions insolubles » du poids de celle-ci: la classe ouvrière est-elle conservatrice comme le dit Trotsky, ou spontanément révolutionnaire comme vous le prétendez (ah mais !) ou des dilemmes de cet acabit « Où l'inféodation des P.C. à l'U.R.S.S. est nécessaire... et vous liez de vos propres mains le sort des prolétariats à celui des républiques soviétiques, ou vous direz... qu'il est possible de se soustraire à cette domination ; en ce cas [les fautes des dirigeants du P.C.F.] sont des erreurs individuelles ».

Nous n'accuserons pas J.-P. Sartre de mauvaise foi, ni même d'ignorance crasse. Tout simplement sa pensée de philosophe est incapable de saisir la dialectique matérialiste et devant les contradictions réelles, reste embarassée dans les formules d'une logique étroite et formelle ; les prolétaires ne sont une classe que par l'action organisée, donc hors de l'action et de l'organisation ils ne sont plus que des atomes sociaux exploités, ils n'ont plus de conscience de classe, etc.

Sartre ne sort de cette métaphysique que pour s'accrocher à une psychanalyse aussi dérisoire, parle de « théorie d'un P.C. révolutionnaire malgré lui » et trouve franchement plaisante cette théorie absurde qu'il attribue généreusement aux trotskistes. Le caractère double des partis communistes, ouvriers par leur base et staliniens par leurs sommets, le caractère double de la bureaucratie soviétique, ouvrière par ses origines, contre-révolutionnaire par la cristallisation de ses privilèges au cours du recul ouvrier mondial ; tout cela est incompréhensible pour Sartre qui assimile constamment bureaucratie soviétique et U.R.S.S., direction et masses, le noir et le blanc, la révolution et thermidor.

Pierre GERAUME.

Fin au prochain numéro.

Lettre à André Marty

(Suite de la première page)

(Suite de la première page)

Camarade Marty,

Jusqu'à présent vous avez été baillonné dans le Parti dont vous étiez secrétaire. Les bureaucrates servilement soumis à Staline vous ont exclu sur ordre, en holocauste au Front national uni de collaboration des classes, sans vous donner la parole. Les Servin, les Mauvais et les Fajon ont préféré exprimer eux-mêmes vos points de vue pour les combattre plus aisément. Et pourtant, ils ont échoué dans leur entreprise ! Après quatre mois de campagne publique contre vous, l'honnête Fajon reconnait que « de bons camarades pouvaient encore penser que Marty était frappé trop durement » ; il lance des incantations magiques pour « renforcer la confiance envers le Comité Central ».

Tant est grande la force des aspirations révolutionnaires des prolétaires ! Tant est profonde la défiance des ouvriers communistes dans l'équipe des bureaucrates faillis.

Cette situation et votre position personnelle, font reposer sur vos épaules une lourde responsabilité historique. Il arrive parfois dans l'histoire de brefs instants où l'attitude d'un seul homme peut influer dans le sens du progrès ou dans le sens de la réaction. Nous sommes dans une telle situation et vous êtes un tel homme.

Allez de l'avant, et vous serez le porte-parole d'abord, l'organisateur ensuite, du prolétariat révolutionnaire de ce pays ! Allez de l'avant ! et vous pouvez jouer un rôle décisif dans la solution à la crise du prolétariat français, qui n'est rien d'autre que la crise de sa direction révolutionnaire.

Restez sur place ! et vous creusez votre propre tombe au sens physique comme au sens politique. Car Staline ne négligera de toute façon aucun moyen de vous faire trébucher ou de vous faire taire. Trébucher ou vous taire, ce serait non seulement pousser à l'impasse et au désespoir les ouvriers communistes les plus conscients, ceux qui déjà constituent une large opposition de gauche dans le P.C.F., mais encore boucher pour de longues années les possibilités de la classe ouvrière française, de sélectionner une direction révolutionnaire.

Une faillite de Marty serait un atout considérable pour la bourgeoisie qui prépare la dictature et la guerre : car la force de la réaction en France repose exclusivement sur la paralysie et le désarroi des prolétaires écœurés par des années de trahison et de division, désarmés par l'absence d'une direction révolutionnaire reconnue.

Camarade Marty,

Nous savons combien votre tâche est lourde : elle est à l'échelle de l'espoir que des dizaines de milliers de communistes, que des centaines de milliers de prolétaires mettent instinctivement en vous.

Mais nous le disons hautement : chaque pas que vous ferez pour appliquer dans la théorie et dans les actes le programme de la révolution socialiste aura l'appui total des trotskistes.

Pour chaque pas qui aidera les ouvriers communistes, cette avant-garde puissante du prolétariat français, à se débarrasser de la tutelle étouffante de la clique des bureaucrates staliniens faillis, les révolutionnaires seront à vos côtés, car il n'est pas de tâche plus importante ni plus urgente que de rendre la parole à la classe ouvrière, que de l'aider à redevenir maîtresse de ses destinées qui se confondent avec les destinées de toute la société.

ORADOUR

Nos hommes de lettres, philosophes, juristes, moralistes, ecclésiastiques, nos hommes politiques — du P.C.F. au R.P.F. — retournent à qui mieux mieux dans leurs cervelles, l'insoluble problème des Alsaciens incendiaires d'Oradour-sur-Glane.

Une sorte d'unanimité se réalise pour protester contre le jugement simultané des « Français d'Alsace » incorporés dans l'armée allemande et des soldats allemands.

L'argument : les Alsaciens ont été incorporés de force dans la Wehrmacht ; ils n'avaient pas le choix !

Et les travailleurs allemands, avaient-ils le choix, eux, de se laisser mobiliser par Hitler ?

Nuance, répondent nos chauvins : ce sont des Allemands ! Or, nous avons décrété... la responsabilité collective du peuple allemand.

Le jugement des responsables véritables de tous les Oradour de France, d'Indochine, de Corée, d'Algérie, de Madagascar, de Tunisie ou du Maroc ne viendra que le jour où la justice ne sera plus au service de la bourgeoisie chauvine et sanglante, et passera aux mains des représentants directs des masses travailleuses.

LE MUTIN, L'ENFERMÉ ET LES BUREAUCRATES

LE 2 février 1951, à l'Assemblée constitutive de la « Société des Amis de Blanqui », André Marty **prononçait un discours qui se trouve aujourd'hui sous les feux croisés des bureaucrates. Le professeur patenté de morale stalinienne,** Roger Garaudy, **qui voudrait bien se faire pardonner ses erreurs** « de jeunesse », **a promis au Comité Central d'en faire une critique sévère. Mais il a été pris de vitesse par un autre professeur agrégé, Georges Cogniot, qui nous montre Blanqui** « incapable, tout contemporain qu'il fut de Marx et d'Engels, de s'élever à l'idée du communisme scientifique ». **L'éminent universitaire feint d'oublier, dans le calme de sa bibliothèque, que son activité révolutionnaire valut à Blanqui de passer 37 ans de sa vie militante en prison, et qu'il n'eut sans doute jamais l'occasion d'entr'ouvrir seulement un ouvrage de Marx.**

Mais pourquoi la conférence de Marty excite-t-elle à un si haut point l'ère des bureaucrates ? Aucun doute n'est possible. Dans sa conférence, Marty développant, de façon à peine voilée l'orientation de classe qui l'opposait depuis longtemps déjà à la ligne stalinienne du P.C.F. Le cuistre Cogniot invite « nos linguistes de la littérature » **à dénoncer « le mépris de la langue nationale dont Marty fait parade » (sic). Certes, le style du Mutin de la Mer Noire diffère singulièrement de la rhétorique en usage à la Société des Agrégés ; le fonds commande la forme. Aussi bien est-ce au contenu politique de la conférence de Marty qu'en veut Cogniot.**

Contrairement aux affirmations de Cogniot, Marty met bien en lumière « le mépris et l'oubli de la défense des revendications élémentaires des travailleurs et l'absence de toute conception scientifique révolutionnaire ». **Mais il dénonce excellement** « la légende d'un Blanqui coupé des masses » **la campagne de falsification et de dissimulation dont l'œuvre révolutionnaire de Blanqui fut l'objet de la part des réformistes — cette même campagne que reprend aujourd'hui le stalinien Cogniot contre l'homme que Marx considérait, suivant sa propre expression, comme** « la tête et le cœur du parti prolétaire en France ».

Blanqui avait compris dès 1832, seize ans avant le Manifeste communiste « qu'il y a guerre à mort entre les classes qui composent la Nation ». **Il écrivait dès 1852 :** « L'Etat est le gendarme des riches contre les pauvres. Il faut donc fabriquer un autre Etat qui soit la gendarmerie des pauvres contre les riches. »

Le premier mérite de Blanqui fut, suivant Marty « d'avoir proclamé la lutte à mort entre les deux classes : les prolétaires (les exploités) et les capitalistes (les exploiteurs) » ; **le second** « d'avoir lancé l'idée de la lutte irréductible contre le pouvoir d'Etat bourgeois, instrument d'oppression aux mains des exploiteurs ». « Ce que les socialistes bourgeois » **écrit encore Marty** « n'ont jamais pardonné à Blanqui, c'est la dénonciation de la collaboration de classe comme trahison de classe ».

Et c'est là aussi bien ce que Cogniot ne peut pardonner à Marty au moment où — c'est Cogniot qui l'affirme — « une question est dans la tête » **de bien des intellectuels communistes:** « Comment associer, comment harmoniser notre lutte pour le Front national uni et notre lutte pour la pureté, je dirais « cristalline », du marxisme-léninisme ? ».

Pour ne laisser aucun doute sur sa pensée, Marty parle, comme en passant, du socialiste Depreux « ancien ministre de la police du gouvernement capitaliste ». **Ce même gouvernement capitaliste, dont Depreux était le ministre de l'Intérieur, ce gouvernement que de Gaulle présidait comptait quatre ministres du P.C.F., Thorez en était vice-président. Il avait gagné son portefeuille en imposant la dissolution des milices patriotiques à laquelle Marty s'opposait. Grâce au** « produire d'abord », **grâce à** « la grève arme des trusts », **la collaboration de classe qui est une trahison de classe, suivant l'expression de Marty, permit à la bourgeoisie française chancelante de se remettre en selle. Tel fut le prix payé par Staline pour le voyage de de Gaulle à Moscou, pour la signature du pacte franco-soviétique. Il est prêt à payer plus cher encore aujourd'hui pour « un gouvernement français qui fasse une politique française », c'est-à-dire, pour un gouvernement bourgeois de la tendance Daladier-Herriot, qui manifesterait des velléités d'autonomie vis-à-vis de l'impérialisme américain dans sa politique extérieure. Tel est le sens de la politique du Front national uni, politique de collaboration de classe, politique de trahison de classe.**

Tout au long de son exposé, André Marty **exalte en** Blanqui, **le lutteur, le combattant révolutionnaire inlassable, qui** « possédait la première qualité des communistes », **car, pour lui** « l'idée n'était rien sans l'action ».

« Critiquer l'appareil d'état bourgeois et ceux qui le servent » **écrit Marty** « est relativement aisé. Observer et dénoncer les turpitudes du régime l'est aussi. Mais quand il s'agit d'agir pour faire reculer les forces d'exploitation et d'oppression, il n'en est pas de même. N'appelle-t-on pas parfois « action » la simple distribution de tracts, qui ne sont qu'un moyen de propagande et de préparation à l'action ? ».

La haine des bureaucrates est inexpiable contre ceux qui dévoilent leur trahison. L'arme empoisonnée de la calomnie est leur recours suprême. Marty **rappelait dans sa conférence que** Blanqui **fut en son temps accusé de collaborer avec la police, et que cette infâmie policière fut propagée notamment par un social-traitre,** Barbès. **Sur la liste des victimes innombrables de la calomnie contre-révolutionnaire, le Mutin de la Mer Noire rejoint aujourd'hui l'Enfermé. Il y retrouvera les compagnons de Lénine, tous ceux qui combattirent avec intransigeance la contre-révolution stalinienne, au premier rang Léon Trotski. Les calomniateurs d'aujourd'hui finiront comme ceux du siècle passé. Comme le fut** Barbès, Fajon **sera honni, puis oublié !**

Le nom des combattants révolutionnaires prêts, comme Blanqui, **à combattre pour leurs idées jusqu'à leur dernier souffle vivra à jamais dans la mémoire des hommes.**

GIRARD.

DEFENSE DU T

Le document dont nous commençons la publication est paru au début du mois de juin 1951 *sous le titre* « Où va le camarade Pablo ? » *Son édition avait été différée de plusieurs mois à la demande d'un membre du Secrétariat international, le camarade Germain, auteur des* 10 thèses *(voir les numéros* 300 à 304 *de* La Vérité) *qui mettait la direction du P.C.I. en garde contre* « le piège tendu par Pablo pour détruire la section française ».

Lorsque l'auteur des 10 thèses *s'opposa à l'adoption de celles-ci par le Comité central du P.C.I., il ne faisait plus de doute qu'il avait renoncé à défendre ses idées. Il avait capitulé, comme Zinoviev et d'autres le firent avant lui, comme Calas le fit récemment devant le Comité central du P.C.F. Trotsky avait appris de l'expérience*

La clarté dans la discussion naît de l'affirmation des thèses divergentes d'une part et de la polémique d'autre part ; les deux méthodes ne s'opposent pas mais sont étroitement complémentaires.

Ne pas affirmer ses thèses, faire une guérilla d'amendements partiels lorsque les principes sont en jeu ou, pire encore, se limiter à la polémique sur les points faibles de la thèse adverse est le propre des tendances qui n'ont ni principes, ni conscience de leurs devoirs envers notre Parti Mondial de la Révolution.

Nous pensons que les « 10 *Thèses* » de Germain : « Que faut-il modifier et que faut-il maintenir dans les thèses du IIe Congrès Mondial sur la question du stalinisme » — nous disons bien les « 10 thèses » et non leur étrange avant-propos — représentent un document positif parfaitement opportun dans la discussion pour le Congrès Mondial et qui, par sa clarté, se dispense fort bien de polémique contre les points de vue exprimés à diverses reprises par Pablo. Ainsi doit débuter une discussion saine. Mais pour qu'elle reste saine, il n'est pas permis de s'arrêter là. Les points litigieux doivent être mis en pleine lumière, ce que seule peut faire la polémique.

C'est le but de ce texte qui s'adresse à toute notre Internationale, principalement à tous nos camarades dirigeants de l'Internationale, pour leur dire fraternellement et sans détour le danger que représente toute une série d'affirmations nouvelles pour le programme, l'action et l'existence même de notre Internationale. Nous disons : Attention ! l'égratignure peut devenir plaie, puis gangrène.

Nous ne prétendons pas à l'infaillibilité ; nous ne pensons pas que nos thèses soient exemptes de nombreuses insuffisances ; nous ne nous sentons pas le droit de faire la leçon à aucun de nos camarades, mais nous leur disons : « Alerte, notre navire est dérouté, il est urgent de faire le point et de rectifier le cap. »

LES VIOLENCES VERBALES DE PABLO

Dans son texte « Où allons-nous ? » le camarade Pablo éclaire d'un jour cru les tendances révisionnistes qui se sont manifestées au mois de novembre 1950, lors de la session du Comité exécutif international.

Dès les premières lignes, la violence de ton de ce document surprend d'autant plus que nous ignorons à quels membres du Comité exécutif international s'adressent les invectives de Pablo... en janvier 1951. Nous ne connaitrons sans doute jamais le nom des destinataires, *« ces gens qui désespèrent du sort de l'humanité »*, ni ceux qui ont écrit que *« la pensée de l'Internationale semble se disloquer »*, ni ceux qui *« pleurent à chaudes larmes (que Pablo veut croire sincères) »*, ni ceux qui *« rapetissent l'histoire à leur mesure »*, ni ces carriéristes du trotskisme *« qui voudraient que le socialisme se réalise dans le délai de leurs courte vie pour être récompensés de leurs efforts pour la révolution ».*

A LA DECOUVERTE DES « BLOCS »

« L'histoire de l'humanité c'est l'histoire de la lutte des classes », lit-on dans cette vieillerie poussiéreuse qu'est le *« Manifeste Communiste »*.

Mais il faut marcher avec son temps et reconnaitre franchement avec Pablo que :

« La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. »

Séchez vos larmes et écoutez : *l'essence* mê[illegible] composée du régime capitaliste (!) et du monde [illegible]

Nous pensions que la réalité sociale était l'oppo[illegible] tales : prolétaires et bourgeois. Erreur ! car déso[illegible] qui précisément englobe ces deux classes, devient [illegible] monde stalinien.

Le terme de monde est bien obscur, direz-vou[illegible] commodités et permet de classer les Etats et les [illegible] critère suprême : leur « nature » stalinienne ou [illegible]

Ainsi l'Etat né de la troisième révolution [illegible] l'économie a gardé jusqu'à présent une structure [illegible] Pablo dans le *monde stalinien*. Nous reviendrons [illegible]

D'un autre côté, l'Etat ouvrier yougoslave (o[illegible] planifiée en quasi totalité) s'est exclu du *monde st[illegible]* rester en dehors de la « réalité sociale objective [illegible] *objectivement dans le camp ennemi* » (avec ar[illegible] prolétariat !)

Pour dissiper toute équivoque quant à sa con[illegible] poraine, Pablo poursuit :

« Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux él[illegible] et le monde stalinien) *constituent la réalité soci[illegible] l'écrasante majorité des forces opposées au capital[illegible] lement dirigée ou influencée par la bureaucratie s[illegible]*

Ainsi le critère « social » tout court de Pablo [illegible] *politique (stalinienne ou non stalinienne) des Etats [illegible]*

Pablo ne nous donne pas de précisions au [illegible] restante qui n'est ni dirigée, ni influencée par la [illegible] c'est l'exception qui confirme la règle. Quelle est [illegible] forces anti-capitalistes bien que non staliniennes ?

Des millions de prolétaires aux U.S.A., en An[illegible] magne, etc..., ne sont ni influencés, ni dirigés pa[illegible] conclure que les prolétariats des pays les plus avan[illegible] pas « des forces opposées au capitalisme ». Ils so[illegible] tiroir « régime capitaliste ».

Et quelle étiquette convient-il de mettre sur le[illegible] des masses d'Afrique du Nord, d'Afrique Noire, d[illegible] Ceylan, d'Indonésie, mouvements qu'on ne peut con[illegible] rité infime, ni comme appartenant au « monde sta[illegible]

Qu'importe ! Bon gré, mal gré, les classes, le[illegible] entrer pêle-mêle dans l'un ou l'autre camp (régim[illegible] nien). Et Pablo, faisant sienne la thèse de Jdano[illegible] mondiale : c'est « *pour schématiser le rapport de [illegible]*

Ce que Pablo appelle *schématiser*, c'est en réa[illegible] brouiller, arriver à un gâchis invraisemblable. [illegible] instant la ligne de classes dans l'analyse des situa[illegible] « schémas », à de telles bouillies pour les chats. [illegible]

Quoi ? Le rapport de forces internationales [illegible] *les deux blocs !* Nous voilà bien avancés.

La réalité sociale contemporaine étant les *deux* [illegible] sociales devient tout naturellement... le rapport de [illegible] Cette logique est irréprochable, car elle exprime u[illegible]

Numérisation CERMTRI

La ligne Staline s'affirme à Vienne

LA presse bourgeoise a présenté le Congrès de Vienne comme une entreprise stalinienne et les participants non-staliniens comme des complices inconscient ou dans le meilleur des cas comme des naïfs abusés. Mais la diversité d'opinion des participants et la relative démocratie, sans précédent pour ce genre de Congrès, n'ont pas pu être complètement passés sous silence.

Les personnalités apparemment « aberrantes » dans le défilé monotone des orateurs : Sartre, Mme Piaggio, d'Astier ont ainsi pu croire qu'en « parlant franc » à la tribune de Vienne ils ont imposé leur propre point de vue.

En réalité, ces chantres bêlants du pacifisme et du neutralisme petit bourgeois ont fait exactement ce que Staline attendait d'eux : donner le ton du Congrès de Vienne qui ne se donne « aucun objectif de renversement du capitalisme », mais doit ouvrir la voie aux compromis entre le Kremlin et l'impérialisme.

⁂

Les résolutions finales n'ont surpris personne et furent calquées sur les thèmes mis en avant depuis des mois par le Mouvement de la Paix.

Pour la diplomatie du Kremlin, le rôle du Congrès de Vienne consiste dans la démonstration de son désir de conciliation. Ce que les officiels staliniens ne peuvent encore dire, ils le font dire par d'autres et leur tolérance envers ces porte-parole involontaires est une indication donnée à la diplomatie américaine des bases sur lesquelles Staline est prêt à rencontrer Eisenhower. Ce congrès est surtout, pour les pays obérés par les obligations atlantiques, un encouragement à leurs tentatives de résistance aux exigences des U.S.A.

⁂

« *Nous avons entendu le procès de certains Etats ou de certaines formes de civilisation. Mais en fin de compte le but de ce congrès est de nous attacher — dans une confrontation générale — à élaborer des propositions concrètes pouvant faciliter la détente internationale... il est évident que cette conférence devrait être abordée* PAR TOUS (souligné par nous) *dans un autre esprit que celui qui prévaut depuis quelques années dans les relations internationales entre les grandes puissances.* » Ces phrases de M. d'Astier de la Vigerie ne sont pas fortuites : leur auteur n'a fait que traduire l'orientation nouvelle de la diplomatie stalinienne inscrite déjà implicitement dans la composition des délégations pour Vienne.

Lorsque Mme Piaggio critiqua la propagande faite par l'U.R.S.S. comme ne servant pas la cause de la paix parce que « violente, inexacte, excessive » on doit y voir la nuance nouvelle que les initiateurs voulaient donner au congrès. Ce n'est pas le contenu de la critique qui importe mais bien le degré de désaccord de gens avec lesquels le Kremlin est prêt à discuter.

Le fait que ces déclarations ont été tues dans la presse soviétique signifie que cette tolérance envers des manifestations d'indépendance... provoquée, est strictement réservée à l'usage externe.

⁂

Il est illusoire de croire que les contradictions interimpérialistes seront plus fortes que la solidarité internationale de la bourgeoisie et que son besoin de la guerre mondiale.

Face à la guerre inévitable la diplomatie de compromis est futile et l'empoisonnement des P.C. par le pacifisme petit-bourgeois est un suicide différé. Car elle les détourne de la seule politique de lutte contre la guerre : la lutte pour le renversement du capitalisme et pour l'instauration du socialisme.

LANDON.

La SITUATION des PRISONNIERS en COREE

DANS l'hebdomadaire canadien « Stai Weekly » du 22 novembre, le correspondant de guerre Stevenson, anticommuniste convaincu, révèle comment les Américains obtiennent de leurs prisonniers coréens et chinois qu'ils refusent « librement » d'être rapatriés.

« Des Chinois nationalistes venant de Formose », écrit Stevenson « ont pénétré dans les blocs du camp de l'île de Kojé comme instructeurs, avec le Service culturel et éducatif de l'armée américaine. Ils aidèrent à l'organisation de la Ligue de la Jeunesse Anticommuniste de la Corée du Sud, dont le rôle consiste à imposer la volonté du Président Sygman Rhee à la population civile. La Ligue a été fondée sur le modèle de la Jeunesse Hitlérienne par le dernier ministre de l'Intérieur de la Corée du Sud, Lee Burn Suk, qui a vécu longtemps en exil en Allemagne hitlérienne.

« Je suis le seul journaliste à être entré dans un bloc du camp de Kojé, contrôlé par la ligue de la jeunesse anticommuniste. J'étais avec Selwyn Lloyd, ministre d'Etat britannique. Le général américain Edward H. Lastayyo s'efforça de dissuader Lloyd d'entrer. »

L'un des officiers placés sous les ordres du général Lastayo, le colonel Joseph James, expliqua que « la Ligue de la Jeunesse Anticommuniste exerçait la discipline ici et punissait quiconque ruait dans les brancards ». La sécurité de Stevenson et de Lloyd « dépendait du bon vouloir des dirigeants de la Ligue, reconnaissables aux insignes métalliques qu'ils portaient à leur boutonnière. Ces hommes contrôlaient leurs camarades de captivité par l'intermédiaire de « chefs de bataillon » qui nous introduisirent dans le bloc, une fois que nous eûmes persuadé le général Lastayo que nous ne causerions pas de troubles. »

Ce bloc de 10.400 soldats chinois et nord-coréens prisonniers était censé « avoir tous voté contre leur rapatriement dans leur pays au pouvoir des communistes. Une brève enquête montra que l'unanimité du vote n'était obtenue que par les menaces de représailles physiques — souvent exécutées — et que les responsables de la Ligue faisaient peser sur tout opposant. Une situation tout à fait semblable existait dans d'autres blocs « anticommunistes » où les instructeurs nationalistes chinois avaient dit aux prisonniers ». Demandez à aller à Formose, ou vous resterez ici pour y crever... »

« Il a été démontré » écrit encore Stevenson « que la plupart des prisonniers qui étaient censés refuser leur rapatriement, n'avaient aucune raison de craindre des représailles communistes, mais en avaient de fort bonnes pour redouter la direction anticommuniste de leur bloc, au camp de l'île de Kojé.

LA CRISE DU N. A. T. O.

(Suite de la première page)

sacré la réduction générale des programmes d'armement. Ridgway exigeait 160 milliards pour les dépenses d'infrastructure (constructions d'aérodromes) ; il n'en a obtenu que la moitié.

Les accords de Bonn et de Paris sont en panne, à Paris comme à Bonn. L' « Europe » de Strasbourg est en léthargie ; on est sans nouvelles de l'assemblée ad hoc, et de ses congénères ; l'opposition des industriels français au pool charbon-acier s'accroît proportionnellement à la production de l'Allemagne de l'Ouest.

C'est l'économie française, techniquement plus arriérée, épuisée par la guerre du Viet-Nam, sur laquelle le réarmement a déjà eu les effets les plus graves. Du textile et de l'industrie chimique, la crise a gagné l'industrie automobile. La réduction massive des investissements d'Etat en bien d'équipement fait peser sur l'économie la menace d'une catastrophe. Quelle que soit la composition du gouvernement français, une chose est assurée : il réduira les dépenses d'armement prévues pour 1953.

C'est, entre autres raisons, du poids relatif plus faible des dépenses militaires, que l'Allemagne de Bonn doit sa situation jusqu'à présent meilleure. La production d'acier atteint le chiffre record de 17 millions de tonnes, et les exportateurs allemands s'emparent de nombreux marchés, de l'Amérique du Sud à l'Extrême-Orient, aux dépens surtout de leurs concurrents anglais et français. Mais le chômage reste à un niveau très élevé et la saturation des débouchés fait maintenant peser sur l'Allemagne de Bonn la menace d'une crise de surproduction du type classique.

C'est dans ce cadre de crise générale du système atlantique que Staline propose à Eisenhower de causer ; que Foster Dulles lui répond : « Faites-nous savoir ce que vous avez à vendre, et à quel prix. » Et que Churchill se précipite à Washington, poussé par la double crainte de voir Eisenhhower étendre la guerre en Asie, ou s'engager dans des négociations avec Staline sans particpation anglaise.

L'ARMEE EUROPEENNE EN PANNE EN ALLEMAGNE

SI, parallèlement à la crise gouvernementale française, le chancelier allemand Adenauer n'a pas donné sa démission, sa situation n'en est pas moins critique. L'affaire de Karlsruhe n'est pas terminée ; la Haute Cour n'a pas encore rendu son jugement, qui sans aucun doute tiendra compte du vaste courant courant de l'opinion publique s'opposant à la mainmise américaine, dans la mesure où ce courant continuera à exercer sa pression.

Il est encore trop tôt pour prévoir l'issue de la crise et en apprécier exactement les conséquences. Ce qui est certain c'est que l'armée européenne est en panne.

La stratégie américaine en Europe ne permet plus les hésitations, elle exige des solutions immédiates dans le sens de l'application du pacte atlantique. Les U.S.A. veulent faire vite et entendent brusquer les événements pour mettre rapidement sur pied l'armée de défense de l'Europe occidentale.

Que l'Allemagne fasse partie de la communauté européenne ou constitue une force nationale autonome, Washington semble s'en accommoder ; ce qui lui apparaît nécessaire présentement, c'est l'organisation militaire de divisions d'outre-Rhin. Le *New York Times* n'annonçait-il pas récemment : « Le gouvernement des Etats-Unis a déjà mis de côté dans ses parcs militaires et ses dépôts aériens suffisamment de matériel pour pourvoir aux besoins de toute la force devant être mise par l'Allemagne occidentale à la disposition des défenses nord-atlantiques. »

Il est certain que les U.S.A. concentrent tous leurs efforts sur le relèvement industriel et militaire allemand, estimant à juste titre que ce pays constitue l'axe essentiel de la défense européenne et du bastion avancé du bloc américain. On n'ignore pas à Washington les inconvénients d'une telle politique et ses répercussions en France, mais on y estime que les moyens de pression sont suffisants pour écarter le danger de rupture de la communauté atlantique.

Les U.S.A. peuvent continuer à spéculer sur les faiblesses et l'incapacité de la France à surmonter ses propres difficultés, afin d'imposer sa direction et sa politique tendant à la consolidation du pacte atlantique.

L'avenir de l'Europe se joue donc en Allemagne en raison de sa situation géographique et de ses possibilités industrielles, du rôle qu'y tiennent les U.S.A. et de celui que le prolétariat allemand peut jouer, dont l'ampleur ne peut échapper à la classe ouvrière des autres pays.

L'accentuation de la résistance du peuple allemand au pacte atlantique et à l'armée européenne est le principal obstacle pour l'impérialisme américain. C'est pourquoi l'opposition des sociaux-démocrates allemands garde toute sa valeur pour développer une plus large mobilisation de la classe ouvrière d'outre-Rhin sur le terrain de la lutte pour l'unité allemande et le retrait des troupes d'occupation.

La réunification de l'Allemagne, quelles qu'en soient les conditions, signifierait avant tout la réunification du puissant prolétariat allemand et l'accroissement de sa lutte anticapitaliste en Europe. A ce titre le premier devoir des prolétaires d'Europe est d'exiger le retrait d'Allemagne des troupes d'occupation, première condition pour que le peuple allemand dispose enfin librement de lui-même.

C. MARGNE.

AU DOSSIER DU CRIME

(Suite de la première page.)

eu lieu dans les demeures et des familles brutalisées.

Jusqu'à l'heure actuelle, les mêmes procédés continuent à la plus grande inquiétude de la population qui se demande où l'Administration veut en venir.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces opérations de ratissage dont il est inutile de souligner le caractère de gravité.

Alger, le 30 décembre 1952.

Situations de plus en plus grave des détenus politiques en grève de la faim à la prison civile d'Oran

La grève de la faim dure depuis 26 jours à la prison civile d'Oran, déclenchée par les 30 détenus politiques pour réclamer le retour de l'un des leurs, isolé arbitrairement par l'Administration pénitentiaire, et réclamer une amélioration des conditions de détention.

Six d'entre eux hospitalisés sont dans un état grave et nous venons d'apprendre que certains courent un danger de mort vu l'extrême faiblesse dans laquelle ils se trouvent.

Ainsi, au moment où l'on parle d'amnistie des collaborateurs nazis, les détenus politiques algériens continuent de souffrir des pires privations et sont dangereusement menacés dans leurs existence même.

Nous faisons appel à l'opinion publique pour nous aider à sauver nos détenus et mettons l'Administration en face de ses responsabilités.

NEGOCIER OU CONTINUER ?

NEGOCIER ou combattre? Pénible dilemme qui se pose périodiquement aux responsables de la guerre colonialiste en Indochine. Dilemme qui n'en est d'ailleurs plus un. On l'a bien vu au cours de la discussion des crédits militaires à l'Assemblée avant la chute de Pinay. « Il faut négocier », disent des hommes comme Daladier, conscients de l'immense effort imposé en Indochine aux dépens de la « défense européenne ». Mais négocier pour quoi ? Pour maintenir les avantages acquis. Ce dont précisément le Viet-Minh ne veut plus entendre parler. Les partisans de la lutte à outrance ont alors beau jeu de dénoncer ces vœux pieux et ces phrases creuses. « Jamais nous ne négocierons avec Ho-Chi-Minh » s'écrie Letourneau dans un bel élan patriotique. Il faut combattre. Mais avec quel but ? La victoire définitive sur le soulèvement du peuple vietnamien? Personne n'y songe, et chaque ministre, chaque député sait bien qu'un tel espoir est insensé. Depuis Cao-Bang, au milieu d'une population hostile, le cercle s'est sans cesse resserré sur les troupes françaises. Et le ministre des Etats associés peut bien noter avec une satisfaction quelque peu cynique que ce n'est pas une promotion de Saint-Cyr qui est décimée chaque année en Indochine, mais seulement une demi promotion, il n'en reste pas moins que l'édification d'une armée française en Europe est diablement compromise par une telle saignée.

C'est pourquoi pour tenter d'alléger son fardeau le gouvernement français propose deux solutions : une armée vietnamienne au service des colonialistes ; une intervention de l'O.N.U., c'est-à-dire des U.S.A. En dehors du fait que la première solution se heurte à l'opposition même de l'ensemble des peuples du Viet-nam, il est peu probable qu'une telle armée fasse autre chose, livrée à elle-même, que de négocier avec le Viet-Minh. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle arrivait un journaliste anglais après enquête auprès des officiers vietnamiens.

La seconde solution paraît donc une menace plus sérieuse. Mais les dirigeants américains, déjà bloqués en Corée dans une guerre impopulaire en Amérique même, auraient-ils le pouvoir d'imposer à l'opinion publique l'ouverture d'un deuxième front asiatique ? C'est très incertain, d'autant plus que les communistes chinois passeraient alors vraisemblablement à une action plus directe. C'est à cette chance pourtant que s'accroche le gouvernement français, s'attachant avec soin à mettre en valeur la moindre « preuve » d'une ingérence chinoise ou soviétique en Indochine. La fameuse prise de deux camions russes « Molotova » a été monté en épingle et complaisamment on a retracé l'itinéraire qu'ils avaient dû parcourir pour échouer au Tonkin, à travers les immensités sibériennes et chinoises. Après un tel trajet les moteurs devaient donner des signes de faiblesse ! Ainsi constamment le parallèle est fait entre la guerre de Corée et celle d'Indochine au nom de la lutte contre le communisme mondial.

Littéralement prise au piège la bourgeoisie française essaie désespérément de faire retomber sur ses partenaires une part du fardeau indochinois. Les bonnes paroles ne lui manquent pas. Mais les encouragements et les coups de chapeau ne sauraient la tirer du guêpier. Jamais mieux peut-être que dans cette guerre l'accent n'est mis sur l'incapacité totale pour la bourgeoisie de résoudre les situations qu'elle a créées. Les palliatifs misérables succèdent ainsi aux sursauts d'agonie. Jamais mieux aussi les solutions ouvrières n'apparaissent plus clairement : indépendance totale du Viet-Nam ; retrait sans condition du corps expéditionnaire.

M. HENNEQUIN.

U TROTSKISME

ois de
rée de
arade
ettait
ire la

omité
ideés.
le fit
rience

que la qualité la plus rare et la plus nécessaire aux dirigeants révolutionnaires est « cette petite chose qu'on appelle *le caractère* » !

Avec « Où va le camarade Pablo ? » *commençait la critique trotskiste des idées révisionnistes explimées par Pablo dans* « Où allons-nous ? ». *Le lecteur pourra se reporter à ce document paru dans le numéro de février* 1951 *de la revue* Quatrième Internationale. *Il n'est pas sans intérêt de savoir que ni* « Où va Pablo ? » *ni aucun des documents politiques du P.C.I. n'eût droit à l'impression dans les bulletins internationaux de préparation au Congrès mondial.*

« Où allons-nous ? » *fut la charte idéologique du pablisme. La scission en France fut sa principale réalisation pratique jusqu'à ce jour. Puisse-t-elle être la dernière !*

...tez : *l'essence* même de la réalité *sociale* est
... (!) et du monde (?) stalinien (!)...
...é sociale était l'opposition des clsases fondamen-
... Erreur ! car désormais, le *régime capitaliste*,
...eux classes, devient un tout qui s'oppose... au

...en obscur, direz-vous. Mais il offre de grandes
...ser les Etats et les groupes sociaux suivant le
...e » stalinienne ou non stalinienne.
...oisième révolution chinoise (dont, rappelons-le,
...ésent une structure capitaliste) est rangé par
... Nous reviendrons sur cette question.
...vrier yougoslave (où l'économie est étatisée et
... exclu du *monde stalinien*. Et comme il ne peut
...é sociale objective », il « *glisse insensiblement*,
...*nnemi* » (avec armes, bagages et dictature du

...ue quant à sa conception de l'Histoire contem-

... *ou non, ces deux éléments* (le régime capitaliste
...*ent la réalité* SOCIALE *objective tout court, car*
... *opposées au capitalisme se trouve même actuel-*
...*r la bureaucratie soviétique* ».
...tout court de Pablo apparaît bien être *la nature*
...*linienne) des Etats et des groupements humains.*
...de précisions au sujet de cette infime minorité
...i influencée par la bureaucratie. Admettons que
... règle. Quelle est donc cette infime minorité de
...e non staliniennes ?
... aux U.S.A., en Angleterre, au Canada, en Alle-
...ncés, ni dirigés par le stalinisme. Il faut donc
...s pays les plus avancés du monde ne constituent
...capitalisme ». Ils sont étiquetés, classés dans le

...-il de mettre sur les mouvements d'émancipation
... d'Afrique Noire, de Madagascar, des Indes, de
...s qu'on ne peut considérer ni comme une mino-
...ant au « monde stalinien » ?
... gré, les classes, les Etats, les nations doivent
...l'autre camp (régime capitaliste et monde stali-
...e la thèse de Jdanov, résume ainsi la situation
...*tiser le rapport de force entre deux blocs* ».
...*natiser*, c'est en réalité tout confondre, tout em-
...s invraisemblable. On ne peut abandonner un
...s l'analyse des situations sans arriver à de tels
...llies pour les chats.
...es internationales *est le rapport de force entre*
...n avancés.
...raine étant les *deux blocs*, le rapport des forces
...nent... le rapport de force entre les deux blocs !
..., car elle exprime une tautologie.

Vous interprétez mal ce que dit Pablo, nous dira-t-on ; il veut parler du *rapport de force international entre les classes* qui, schématiquement, est le rapport entre les blocs. Mais que vient faire ici cette vieille idée de classes ? Ou Pablo donne-t-il dans son texte une analyse tant soit peu sérieuse de la situation du prolétariat international ? S'il avait tenté de le faire il ne serait certainement pas arrivé à cette étonnante idée de « *blocs* » ni à définir la force du prolétariat international par celle du fameux « *monde stalinien* ».

De plus il s'explique lui-même de façon parfaitement claire sur le rôle de Staline et du prolétariat révolutionnaire à l'intérieur même du « *monde stalinien* ».

LA REVOLUTION, APPOINT DE L'ARMEE ROUGE ?

Car pour lui, « *l'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une* FORCE SUPPLEMENTAIRE *aux forces matérielles et techniques qui le combattent.* »

Voilà qui est, en effet, parfaitement clair : les forces de la Révolution, ce sont celles du « monde stalinien ». Mais dans ce « monde stalinien » il y a les forces *principales*. Ce sont les forces *matérielles* et *techniques* : l'industrie soviétique, les divisions de l'Armée Rouge. Et il y a les forces *supplémentaires*, la *garde territoriale* en quelque sorte, qui vient s'ajouter à ces forces techniques. L'élan révolutionnaire de 400 millions de travailleurs chinois, des Vietnamiens, des Coréens et de tous les travailleurs du monde, c'est la garde territoriale du bastion socialiste dirigé par Staline ! !

Voilà à quelle conclusion il faut arriver nécessairement quand la conception petite bourgeoise du « bloc » entre Etats se substitue à l'analyse de la réalité mondiale de la lutte des classes : celle du prolétariat *mondial* face à la bourgeoisie impérialiste *mondiale*, la seule réalité du monde actuel.

Qu'on le veuille ou non, sur la base de cette conception, on ne peut qu'apporter de l'eau au moulin de Jdanov dont la thèse repose sur le postulat suprême : la pierre de touche des révolutionnaires c'est la fidélité à l'Union Soviétique et à son chef Staline. La conception petite bourgeoise des blocs aboutit nécessairement au choix entre Staline (avec ou sans réserve) et Truman (avec ou sans réserve).

Le sens dans lequel se fait le choix dépend seulement de la pression dominante. En Europe centrale et occidentale, la petite bourgeoisie tend à pencher dans un sens « neutraliste », c'est-à-dire d'adaptation à la bureaucratie stalinienne qui lui semble parée du prestige de la force et de nombreuses « victoires » en Asie, en Europe centrale, etc., et dont les « forces matérielles et techniques » l'impressionnent par leur proximité.

Les marxistes avaient pris l'habitude de partir du critère de classe. C'est ce critère de *classe* qui a permis à Léon Trotsky et à la IVe Internationale de combattre le révisionnisme sur la question de l'U.R.S.S. et de ranger l'Etat ouvrier dégénéré *dans le camp du prolétariat international*.

Aujourd'hui il nous faudrait renverser le marxisme, le remettre sur sa tête hégélienne, les pieds brandis vers le ciel de « la vie », de la « réalité sociale objective tout court » (la pire des abstractions en l'occurrence) et dans cette position incommode classer telle fraction de classe, tel Etat, telle force technique, dans l'un ou l'autre « bloc », régime capitaliste ou monde stalinien !

(à suivre)

M. FAVRE-BLEIBTREU.

Chasse aux Sorcières

U.S.A. – La frénésie anticommuniste qui déferle sur les Etats-Unis continue à indigner nos bons démocrates européens qui n'ont pas encore franchi le pas. Et leurs gouvernements de protester contre les nouvelles lois sur l'immigration. Au ridicule des mesures prises contre les marins des navires faisant escale à New York vient maintenant s'ajouter une grande inquisition parmi les universitaires, étudiants et professeurs. Bien peu, certes, sont communistes, mais même leur attitude traditionnellement « libérale » est devenue intolérable. Jusqu'à quel point ces attaques ne vont-elles pas rejeter vers le communisme des éléments qui n'avaient jusqu'alors qu'une sympathie mitigée pour lui ? Il est permis de se le demander. Fait significatif : l'Association américaine pour le développement des sciences à choisi pour président, à l'unanimité, le Dr Edward Coudou, récente victime de la chasse aux sorcières. Pendant ce temps, se vautrant un peu plus, Louis Budenz, ancien rédacteur en chef du quotidien communiste « Daily Worker » a dénoncé comme anciens membres du Parti, devant une commission d'enquête, une trentaine de personnalités scientifiques, universitaires ou artistiques.

Cercle LENINE

Vendredi 16 janvier 1953
LA MUTUALITE — Salle M
Afrique du Nord :
Réformes ou Indépendance
par Pierre LAMBERT

Numérisation CERMTRI

SUR LE FRONT OUVRIER

Deux conceptions de l'Unité d'action

DANS le cadre de la politique de Front national uni du P.C.F., la C.G.T. a opéré un tournant à 180° sur les problèmes de l'Unité d'action. Ce tournant s'effectue aû mépris de tous les intérêts de la C.G.T., au mépris même de l'existence de cette organisation syndicale, la plus importante du pays. Cette politique ne vas pas sans soulever de graves divergences parmi les dirigeants staliniens de la C.G.T. eux-mêmes. Mais la politique de Front national uni commande, et pour conclure une alliance avec les radicaux, il ne faut pas que se réalise un front unique ouvrier qui mène à la mobilisation de classe des travailleurs pour leurs objectifs.

Lecœur, dirigeant de la Fédération C.G.T. des mineurs, membre du Bureau Politique du P.C.F. donne le ton et interdit le front unique **à la base** en demandant comme condition préalable de l'unité d'action, la dénonciation des dirigeants de tous les autres syndicats.

Le parallèle de ces positions de défaites avec celles développées par Benoit Frachon à partir de septembre 1951 est éloquente quant à l'ampleur du tournant opéré et au sens de la nouvelle ligne.

Toutes ces manifestations se sont déroulées dans l'unité, responsables locaux et adhérents de F.O. y compris. Dans tous les cas bien entendu, sous la direction de la C.G.T. et sur son programme.

.. ..

Il faut donc satisfaire cette volonté unitaire. Les comités d'unité d'action, c'est bien, il faut en constituer mais ce n'est pas encore l'unité, c'est seulement la préparation à l'unité, voilà pourquoi il faut les constituer avec le mot d'ordre : « Pour un seul syndicat, à bas la division ».

Ce mot d'ordre pour liquider la scission syndicale peut très vite devenir une réalité.

Pour un seul syndicat à bas la division.
Lecœur, **l'Humanité**, 19-12-52.

Le Parti socialiste, les groupuscules trotskistes ou travaillistes, les syndicats F.O. ou C.F.T.C. sont des organisations de sûreté au service de la bourgeoisie capitaliste. Les adhérents de ces organisations sont-ils convaincus du rôle joué par elles et leurs dirigeants ? Il est évident que non. Pour réaliser l'unité, il faut en premier lieu dénoncer ces organisations de la division et leurs dirigeants. Ces organisations et ces dirigeants ne pourraient pas jouer leur rôle au service de la bourgeoisie capitaliste s'ils n'avaient pas le soutien de leurs adhérents. Voilà pourquoi pour réaliser l'unité, il faut faire prendre conscience de leur responsabilité aux adhérents de ces organisations... L'erreur provient d'une attitude opportuniste à l'égard des syndicats de la division F.O. et C.F.T.C. Cette attitude opportuniste est caractérisée par un cliché qui chaque semaine, parait dans vos journaux corporatifs. Ce cliché représente trois ouvriers se tenant la main et sur la poitrine desquelles on peut lire : C.G.T., C.F.T.C., F.O. C'est là une caricature de la vérité.

Le cliché dont je parle ,avec les trois syndicats se donnant la main, c'est encore l'image de la division ouvrière Ce serait tromper la classe ouvrière que de lui laisser supposer que l'unité définitivement réalisée, ce serait les trois syndicats se donnant la main. Une telle position laisse supposer que F.O. ou C.F.T.C. seraient des syndicaflts ouvriers à l'égal de la C.G.T. alors qu'ils ne sont que des instruments subventionnés par l'ennemi de classe et pour son service.

L'unité signifie l'accord de la majorité des ouvriers pour engager tellle ou telle action et non l'acceptation ou le refus d'un responsable F.O. ou C.F.T.C.

Discours de Lecœur à Nœux-les-Mines
Humanité 5-12-52.

En proposant aux autres centrales syndicales une action commune pour l'augmentation des salaires et l'échelle mobile, la C.G.T. traduit fidèlement la pensée de l'ensemble des travailleurs.

A travers mille obstacles... les prolétaires marchent d'un pas assuré vers l'unité d'action.

Benoit Frachon, Les raisons de la C.G.T.
Humanité, 12-9-51

Dans la détermination d'un programme et d'une action commune, il ne saurait être question pour l'une ou l'autre des organisations intéressées d'imposer son programme intégral aux autres, mais de fixer en commun les points d'accord qui permettent de règler les questions essentielles.

Asseyons-nous à la même table et causons
Benoit Frachon, 18-9-51

Le Comité Directeur de la C.G.C. veut garder son entière autonomie ! Mais vous avez raison, camarades. Ce n'est pas nous ni nos propositions qui la menacent. Ce sont bien plutôt les manœuvres sournoises de nos ennemis communs : les capitalistes.

Vous voulez défendre exclusivement les intérêts professionnels de vos adhérents à l'exclusion de tout activité politique. C'est votre droit et nous ne vous proposons pas de faire autre chose.

Mais nous vous demandons de le faire ensemble pour être plus forts et plus sûrs du succès...

Alors il faut venir vous aussi à la table commune, causer, s'entendre, vaincre.

La C.G.C. et l'unité d'action d'un permier pas à l'acte indispensable
Benoit Frachon - **Humanité** du 19-9-51

UN PLAN DE PRODUCTION ET LE CONTROLE OUVRIER

PENDANT que la crise grandit, que les heures de travail diminuent et que le nombre de chômeurs *officiels* augmente de 20 %, la C.F.T.C. trouve une réponse, pour elle satisfaisante : cette crise est artificielle. En réalité, les patrons voudraient, en licenciant des ouvriers, les réembaucher à des *tarifs* inférieurs. La plupart des travailleurs licenciés auraient été réembauchés dans d'autres usines à des taux inférieurs. Mais c'est là faire bon marché des licenciés de la Simca, et aussi des statistiques officielles pourtant bien triturées.

C'est vrai que les patrons se servent de la menace de licenciements pour aggraver les conditions d'existence des travailleurs. C'est vrai que dans ces licenciements il y a une part, mais une part SEULEMENT, de manœuvre. Le fond de la réalité est la crise.

Mais comment le démontrer dans des faits concrets à tous les travailleurs, à tous les syndicats, de façon à ce qu'il n'y ait plus aucun doute sur ce qu'est la crise, les moyens de la juguler, la nécessité pour tous les syndicats de s'unir pour du travail et du pain pour tous. Et ce, sans qu'existe la possibilité de dérobades d'un seul syndicat ouvrier.

C'est bien simple. Il faut ouvrir tout grands les livres de comptes des patrons, installer des organismes ouvriers à leurs côtés, avec un pouvoir autrement plus grand que ceux des actuels comités d'entreprises, afin de contrôler la situation financière de l'entreprise et ses possibilités.

Cela donnerait aux ouvriers une vue exacte de l'industrie de ce pays, de la réalité des bénéfices patronaux, des fraudes que les capitalistes commettent chaque jour, ne serait-ce que pour camoufler leur bénéfices et échapper à l'impôt sous l'œil bienveillant, hier de M. Pinay, demain d'un autre.

Toutes ces mesures trancheraient l'erreur grossière de la thèse de la C.F.T.C.s et montrerait que la cause de la crise est dans l'anarchie et le gaspillage d'un système bâti uniquement sur le profit. Elles indiqueraient, ne serait-ce que pour enrayer la crise et donner du travail à tous, la nécessité d'un plan de production basé sur l'intérêt et les besoins du consommateur.

Nous entendons déjà les bonnes âmes nous répliquer : nous en avons déjà eu des plans, le plan Monnet, première et seconde version en particulier. Bien sûr !

Mais tous les plans que nous avons eus jusqu'à ce jour avaient une caractéristique essentielle : c'était des plans établis avec le grand capital et contrôlés par celui-ci à travers ses organisations et le gouvernement. Il ne peut en être autrement, disait-il, parce que le secret commercial, un des impératifs de la libre concurrence, doit être sauvegardé. Comme si le secret commercial existait encore pour les grandes sociétés, toutes groupées en cartels ou trusts de toutes sortes.

En réalité, ce secret commercial n'existe que pour les travailleurs qui, même par l'intermédiaire des comités d'entreprise, n'ont sous les yeux que les grandes lignes d'un bilan qu'ils ne peuvent vérifier. Les grands livres, avec l'état exact des stocks, des réserves, des matières premières, des commandes, restent le secret des patrons.

Le secret commercial aide les cartels et trusts à tramer, sous le manteau, tous les mauvais coups, tous les complot contre le niveau de vie des travailleurs et leurs libertés.

Ce que nous voulons, c'est autre chose, c'est un plan établi et contrôlé par les travailleurs avec l'ouverture de *tous* les livres de comptes.

Comment cela peut-il se faire ? Seuls les syndicats ouvriers, C.G.T., C.F.T.C., F.O., et les partis ouvriers, P.C., P.S., unis, peuvent aujourd'hui donner l'impulsion à ce plan, en en établissant les grandes lignes, en le livrant à l'effort créateur et à l'initiative des masses ; seuls ils peuvent les mobiliser pour son application. Cette unité est aujourd'hui la condition première pour la lutte contre le chômage, du travail et du pain pour tous.

L'application et le contrôle ouvrier d'un tel plan se heurteront, nous l'avons vu à la libération, au sabotage des trusts et de leur gérant, le gouvernement.

Car c'est vrai, et nous ne cherchons pas à le cacher, le plan et le contrôle ouvriers impliquent et nécessitent des empiètements très importants sur le régime capitaliste et la libre entreprise.

Ce plan s'attaque au profit, qui constitue le moteur du capitalisme, pour imposer une économie en fonction des besoins des masses.

Il tend aussi à dissiper tous les écrans de fumées idéalistes que les capitalistes lancent autour de leurs entreprises, le mythe de la libre concurrence, qui recouvre la hideuse réalité des trusts.

Les problèmes que soulèvent le plan dans son développement ne sont donc pas seulement des problèmes économiques, mais aussi des problèmes politiques.

Trouver l'obstacle de l'Etat bourgeois en s'attachant à résoudre par un plan de production le problème de la crise économique nous montre encore une fois que toutes les tâches de la classe ouvrière sont liées et que toutes les solutions amènent irrésistiblement au problème du pouvoir ouvrier qu'il faut aussi résoudre.

Roger SONTET.

Réintégration et démocratie

Beaucoup d'ouvriers se demandent pourquoi les dirigeants staliniens ne veulent pas tolérer une opposition quelconque à leur politique, et ceci particulièrement dans le mouvement ouvrier. Ils s'étonnent, avec juste raison du caractère extrêmement violent que prend parfois la polémique et souvent sont écœurés par les basses manœuvres et les calomnies utilisées par des dirigeants qui se réclament de la classe ouvrière. Ce fut notamment le cas concernant notre camarade Renard se présentant comme candidat aux élections du premier secteur de la Seine, il y a trois semaines. Pour les dirigeants du P.C. et de la C.G.T., le mouvement ouvrier et les travailleurs ne sont que masse de manœuvre qu'il s'agit d'utiliser au moment opportun. La politique passée de ces organisations, non pas depuis cinq ans, mais depuis vingt-cinq ans, n'est faite que de zigs-zags perpétuels où les positions du lendemain démentent celles de la veille. Dans ces conditions, l'absence de démocratie est une condition nécessaire pour pouvoir prendre tous les virages possibles et imaginables, sans que l'on ait à côté de soi des « gênsurs » exprimant clairement la critique de la base et définissant de manière conséquente la politique de classe.

Pour bien jouer leur rôle, les dirigeants staliniens ont besoin d'une mainmise totale et indiscutée sur le mouvement ouvrier. S'ils tolèrent de temps à autre la libre expression des points de vue, ce n'est que pour mieux l'arrêter quand elle les menace. Nous en avons eu l'exemple très précis au moment du Congrès syndical Renault où la démocratie a régné, mais s'est arrêtée là, sans atteindre, ni même effleurer le Congrès de la Fédération des métaux qui se tenait quinze jours plus tard.

La lutte pour la réintégration des exclus dans la C.G.T. n'est pas une lutte pour la démocratie formelle. Cette lutte sera longue. Elle se confond avec le combat contre la gangrène bureaucratique des syndicats, conséquence normale du divorce entre les objectifs des chefs et les intérêts ouvriers.

Combattre pour un véritable front de classe, pour une politique intransigeante de défense des intérêts ouvriers par la réalisation d'un Front unique démocratique, c'est combattre en définitive, pour la réintégration des exclus. Participer à la reconstruction des sections syndicales d'entreprise sur des bases saines, c'est-à-dire démocratiques, constitue l'une des meilleurs garanties pour que les ouvriers fassent du syndicat leur propre instrument de lutte. Dans cette voie, la réintégration des révolutionnaires exclus trouve automatiquement sa place. C'est-à-dire que personne ne viendra mettre en cause la participation à la vie de l'organisation syndicale de camarades ayant fait leurs preuves dans la lutte des classes et s'étant révélés comme des combattants courageux en qui l'on peut avoir confiance.

Les exclus seront réintégrés dans la C.G.T., car la classe ouvrière reprenant l'offensive contre le patronat et le gouvernement donnera sa confiance aux combattants d'avant-garde en dépit des ruses et des mensonges des bureaucrates faillis.

GARNIER.

Pour arracher leur prime

LES POSTIERS SAURONT SURMONTER LES OBSTACLES

Notre lutte est difficile. Non seulement les ministres de l'inter-règne ne veulent rien lâcher, mais encore l'Administration sanctionne.

Deux inspecteurs sont suspendus au bureau-gare d'Austerlitz ; huit camarades, pris comme otages au bureau-gare du P.L.M., sont menacés de révocation en cas de grève ; des blâmes et des avertissements ont été distribués à tout le personnel de Paris-Aviation qui avait cessé le travail pendant un quart d'heure. Enfin, la direction centrale des P.T.T. vient de signifier dans une note que tout postier, pris à suivre les instructions du Comité « illégal », serait sanctionné en conséquence.

Bien sûr, le « Comité Pour la Prime » est « illégal » ! Mais les postiers savent que c'est LEUR Comité, et qui si tous les syndicats le soutenaient, alors leur force unie primerait le fameux « droit ».

Un point est acquis : les directions F.O. et C.F.T.C. « parlent » de la prime ; mais elles refusent de s'associer au mouvement. Cependant, dans la mesure où la Fédération syndicaliste (F.O.) prétend avoir rencontré le Ministre, et que ce monsieur semblerait donner son accord à une prime uniforme de 20.000 fr. à valoir sur les primes de rendement ; dans la mesure où les dirigeants chrétiens réclament maintenant une prime à valoir sur une véritable revalorisation, nous pensons que les manœuvres de tous styles peuvent être déjouées et dépassées.

Pour les postiers rien ne s'oppose plus à des conversations et à des ententes entre les syndicats ; et, dans ces conditions, l'unité à la base et au sommet devrait se faire rapidement.

Le rôle des syndicats qui participent au mouvement, le rôle des militants de toutes opinions qui le construisent et le dirigent, est d'exploiter toujours mieux les possibilités qui s'offrent au jour le jour.

En ce sens, le refus du syndicat autonome des P.T.T. de s'associer à une grève en l'absence d'un gouvernement est blâmable.

Car, comment mieux montrer que les travailleurs ne veulent plus des gouvernements à la Pinay, qu'en passant à la lutte !

Cette position fausse du syndicat autonome interdit au Bureau national « Pour la Prime» de préparer la grève qu'il avait décidée pour le mardi 6 janvier en sa réunion du 30 décembre.

Reculer, quand c'est pour mieux sauter, chacun le comprend. Mais encore faut-il bien l'expliquer, rapidement et très clairement. L'enthousiaste et nombreuses réunion élargie du 30 décembre avait pris des décisions fermes : grève mardi, meeting à Paris lundi, diffusion immédiate de la résolution. Il fallait diffuser largement cette résolution puisqu'elle répondait à un désir de lutte quasi-unanime. Et quand la position officielle du syndicat autonome fut connue il fallait diffuser rapidement le communiqué explicatif du Bureau national qui rapportait la décision de grève. Ce sont là des choses simples mais nécessaires à la vie du mouvement.

Au lieu de cela, les postiers eurent l'impression que l'on enterrait dans le silence la décision d'action. Impression pénible. Pas un tract du Bureau national ne vint dans les services ! La campagne pour la grève baissait de ton chaque jour dans les journaux (par exemple « l'Humanité ») sans grande explication. A quelle action pouvait-on s'attendre mardi dans des conditions aussi mauvaises !

Ce sont ces insuffisances qu'en sa réunion du 5 au soir le Comité régional parisien s'est efforcé de corriger. Le souci de l'information directe a animé tous les délégués. En ce sens une réorganisation s'est opérée au sein même de la direction du mouvement : permanence, centralisation du courrier, édition régulière d'un bulletin.

C'est à ce souci que répondent les mesures prévues à partir du mardi 6 : réunions et meetings locaux, puis meeting central. Partout des délégations réuniront le personnel pour protester auprès des Pouvoirs Publics. Une délégation centrale large est prévue. En un mot, le Comité s'est efforcé de créer de meilleures conditions d'information et d'organisation pour permettre au large mouvement revendicatif qui se développe depuis la journée revendicative du 24 décembre, d'avoir les perspectives d'action commune les plus audacieuses. Nul doute qu'il commence là un travail positif pour l'avenir proche du mouvement.

G. MOUGARD.
délégué au Comité régional parisien « Pour la Prime »

Qu'ils forment un gouvernement d'unité !

(Suite de la première page)

La bourgeoisie et ses partis sont néanmoins d'accord sur un point. René Mayer l'exprimait ainsi le 2 janvier : « Je suis heureux de voir qu'une majorité très large se dégage sur la réforme constitutionnelle ». Il s'agit du renforcement des pouvoirs gouvernementaux (les décrets-lois), de la marche à l'Etat policier, nécessaire quelle que soit la politique qu'en définitive la bourgeoisie française dans son ensemble choisira.

Ce qui signifie clairement qu'une fois de plus ce sont les travailleurs, qui seront sacrifiés à la sauvegarde des intérêts du capitalisme.

Aussi ébranlé que soit le régime capitaliste, il se maintiendra aussi longtemps que les travailleurs ne s'uniront pas pour l'abattre.

LA GRANDE MUETTE

Rien de plus pénible, de plus absurde, que les fanfaronnades des dirigeants du P.C.F. sur les causes de la crise gouvernementale. « La pression des masses populaires a renversé le gouvernement Pinay. » C'est au contraire en raison de l'impuissance du mouvement ouvrier que la bourgeoisie peut non seulement survivre, mais chercher les meilleures solutions pour elle, et se préparer de toute façon à cadenasser les travailleurs.

Imagine-t-on quelle effervescence, pour le moins, aurait suscité dans la classe ouvrière il y a un an ou deux, le simple fait d'appeler à l'Elysée un Soustelle ?

La classe ouvrière suit avec intérêt et anxiété le déroulement de la crise gouvernementale. Elle voit les nuages qui s'amoncellent au-dessus d'elle, mais elle se sent divisée, impuissante, elle a de moins en moins confiance dans les dirigeants du P.C.F. et du P.S., responsables par leur politique, de la situation d'aujourd'hui.

La capacité d'action ne pourrait renaître qu'après une longue pratique d'une politique unitaire de classe, donnant toute possibilité aux travailleurs de tirer les leçons de leur expérience par une véritable démocratie ouvrière, et orientée par la perspective d'un gouvernement au service des ouvriers et des paysans, qui ne peut, dans la période présente être qu'un gouvernement des socialistes et des communistes.

De ce point de vue l'événement capital qui peut avoir une influence décisive bien que non immédiate, est la crise qui se développe dans le P.C.F. L'impasse politique pour la classe ouvrière et pour le P.C.F. lui-même, de la politique de Front national uni tendra à l'approfondissement de sa crise. Dans cette situation, l'orientation que préconisera en particulier un homme comme Marty aura une influence considérable. Si, ouvertement, il définit une politique unitaire de classe, même si cela ne se traduit par un regroupement rapide autour de lui, elle aura une répercussion rapide dans le P.C.F., mettant au pied du mur ses dirigeants. D'autant plus qu'elle aura aussi son écho dans la S.F.I.O. dont les militants se posent le problème : comment répondre à l'offensive bourgeoise.

LA REPRESSION SURVIT A PINAY

(Suite de la 1re page)

La seule action marquante de ces dernières « journées de lutte » a été le débrayage des 1.500 *métallurgistes des « Ateliers et Chantiers de France » à Dunkerque, débrayage qui a duré deux heures.*

Pourquoi y a-t-il si peu d'écho à la campagne menée par le P.C.F. ?

Un article, paru dans l'Huma *du* 2 *janvier, reprend une déclaration de Maurice Thorez qui écrivait le 1er avril* 1934, *à propos des manœuvres de la bourgeoisie à cette époque, qu'elles tendaient à isoler le P.C.F. pour pouvoir mieux frapper, parce que « c'était le seul organisateur, le seul dirigeant de la résistance prolétarienne aux attaques du capital et de son gouvernement ». Tout au long de l'article est fait le rapprochement entre les événements de 34 et ceux que nous vivons, et c'est ainsi que nous arrivons à la petite falsification suivante : « ...et qui allait briser ce complot contre les travailleurs de France et contre la République voici dix-huit ans ! La poussée impétueuse* sous la direction du Parti communiste *du front unique A LA BASE balayant les gouvernants indignes et imposant un nouveau cours à la politique du pays ».*

Ainsi, pour les besoins de l'orientation nouvelle, on refait l'histoire. Le Front Populaire, l'unité d'action entre organisations comme le P.C.F. et le Parti socialiste, tout cela n'a jamais existé ! C'est derrière le P.C.F., le seul et l'unique, que la politique du pays a pris un nouveau cours.

Et l'article conclut tout naturellement : « Aujourd'hui comme hier, là est la voie du succès, c'est dans celle-là que s'engagent les travailleurs et les démocrates confiants en la force invincible de notre Parti. »

Nous ignorons qui est l'auteur de cet article reflétant la ligne du dernier C.C. du P.C.F. mais nous lui répondrons tout de même que, quoi qu'il en dise, ce n'est pas là que nous trouverons la voie du succès.

La voie du succès c'est le front unique P.C.F.-P.S. comme en 36.

La voie du succès c'est le caractère de classe que devra avoir le front unique.

En cela seulement nous sommes d'accord pour dire : aujourd'hui comme hier là est la voie du succès !

La seule action marquante de ces

Vers des licenciements au Métro ?

DEMAIN APRES-MIDI...

... les chefs d'ateliers sont convoqués à la Râpée

Ils étudieront les modalités d'application de l'augmentation du parcours des voitures de métro sans grande révision.

Si au lieu d'être révisées tous les 70.000 kms elles l'étaient tous les 90.000 kms, cela réduirait les effectifs des ateliers d'environ un quart.

Bien sûr, le coup réussissant au réseau ferré, des mesures semblables seraient appliquées au réseau routier.

RIPOSTE IMMEDIATE...

Il faut que l'ensemble des organisations syndicales s'entendent pour préparer cette riposte.

... CONTRE LA COMPRESSION DES EFFECTIFS...

Tous sans distinction d'appartenance syndicale ou politique, organisés ou inorganisés se prépareront à riposter ensemble en exigeant la convocation immédiate de l'

ASSEMBLEE GENERALE

de tous les agents des ateliers.

★

Tract publié par les soins de « Vérité-Métro », organe de la cellule du Parti communiste internationaliste, 48, rue de l'Arbre-Sec, Paris-1er.

(4 Janvier 1953.)

Le Gérant : FONTANEL
Imp. Spéc. de « LA VERITE »
s.o. — G.D. 3 P. d. D. — P. 10